



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRETE

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02425P0045
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2025 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02425P0045 relative au projet de création d'un forage d'irrigation au lieu-dit du « Le Mardereau », porté par l'EARL Mardereau, sur la commune de Ségry (36), reçue complète le 28 février 2025 ;

VU la décision tacite, née le 5 avril 2025, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé (ARS) du 2 avril 2025 ;

CONSIDERANT que le projet consiste à créer un forage d'irrigation afin d'irriguer 16 hectares de cultures de légumes au lieu-dit Le Mardereau à Ségry (36) ;

CONSIDERANT que le projet relève notamment de la rubrique 27°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le forage, d'une profondeur de 100 m, sera implanté sur la parcelle agricole I 209, déclarée cultivée en pépinière d'après le RPG 2023 ; qu'il est situé en zone agricole (A) du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Pays d'Issoudun ;

CONSIDERANT que ce forage captera la nappe « Calcaires et marnes du Jurassique supérieur du bassin versant du Cher libre", permettant d'obtenir un débit de 80 m³/h au maximum et un volume annuel de 15 380 m³ ; qu'il n'est pas situé dans un périmètre de protection de captage d'eau potable mais que la nappe dans laquelle il puise, classée en zone de répartition des eaux (ZRE), est utilisée pour l'alimentation en eau potable ; qu'elle fait l'objet d'importantes pressions en matière de prélèvements, en particulier pour l'irrigation, nécessitant une gestion stricte des prélèvements ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire devra consulter l'OUGC (organisme unique de gestion des prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole) AREA Berry afin de s'assurer de la disponibilité de la quantité d'eau qu'il souhaite prélever ;

CONSIDERANT qu'à proximité du projet, existe également un forage qui a bien été pris en considération dans l'étude de rabattement ;

CONSIDERANT que le forage se situe en dehors de tout zonage d'inventaire ou de protection concernant la biodiversité ;

CONSIDERANT qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant les travaux puis l'exploitation afin de prévenir un éventuel risque de pollution, que le porteur de projet s'engage en cas d'abandon de l'activité, à combler les forages dans les règles de l'art ;

CONSIDERANT que le projet devra faire l'objet d'une procédure au titre de la Loi sur l'eau ;

CONSIDERANT qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé humaine ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 5 avril 2025, soumettant à évaluation environnementale le projet de forage d'irrigation au lieu-dit du « Le Mardereau », porté par l'EARL Le Mardereau, sur la commune de Ségry (36), est annulée.

ARTICLE 2 : Le projet de forage d'irrigation au lieu-dit du « Le Mardereau », porté par l'EARL Le Mardereau, sur la commune de Ségry (36) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 5 mai 2025
Pour la Préfète de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s) ;**

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site Internet :
www.telerecours.fr